

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 16/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLAM'UP

Chemin du Paillard
60410 Saintines

Références : IC-R/419/25-YY/VM
Code AIOT : 0005101534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement FLAM'UP implanté Chemin du Paillard 60410 Saintines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLAM'UP
- Chemin du Paillard 60410 Saintines
- Code AIOT : 0005101534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société FLAM'UP est implanté sur des parcelles situées sur les communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines. Elle stocke sur son site les produits suivants : allumettes palettisées, briquets palettisés, allume-feux liquides et solides palettisés, cartons pour box de présentoir et palettes européennes vides.

L'activité exercée sur le site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative : Seveso seuil bas	AP de Mise en Demeure du 06/05/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Respect des actes antérieurs	AP de Mise en Demeure du 06/05/2025, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 mai 2025. Aussi, l'inspection propose au préfet de l'Oise d'abroger cet arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : Seveso seuil bas

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/05/2025, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, statut seveso seuil bas
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FLAM'UP, exploitant des entrepôts couverts implantés sur le territoire des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale à l'article R. 181-12 et suivants du Code de l'environnement complet et recevable, afin de régulariser le statut SEVESO seuil bas de son établissement et la situation des activités exercées sous la rubrique 4001; • en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement. <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans 1 délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera

- connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale, ce dernier doit être déposé dans un délai de 9 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Constats :

Par courrier en date du 05 juin 2025, l'exploitant a choisi de réduire son stock en vue de revenir sous le seuil du statut SEVESO seuil bas.

L'exploitant a présenté un contrat établi entre lui et la société FM LOGISTIC, implantée sur la commune de Crépy-en-Valois, le 11 juillet 2025.

En application des termes de ce contrat l'exploitant a évacué une partie de son stock sur le site de la société FM Logistique.

Ce stock concerne des allumettes (chlorate de potassium) répertorié sous la rubrique 4440 de la nomenclature des ICPE et des aérosols répertoriés sous la 4320 de la nomenclature des ICPE.

De ce fait, le site n'a plus le statut SEVESO seuil bas par la règle du cumul pour les dangers physiques.

L'exploitant a mis en place un état des stocks (fichier Excel) qui lui permet de connaître à tout instant les quantités de produits présents au sein de son établissement.

Cet état de stock lui permet par ailleurs de connaître la quantité de produits restant à stocker afin de ne pas atteindre le statut SEVESO par la règle de cumul (dangers physiques).

Ainsi, avant de recevoir des produits sur son site, il s'assure via de son état de stock de la disponibilité de place restante permettant de les accueillir.

Si la réception d'un ensemble de produits est susceptible de faire basculer le statut du site en SEVESO seuil bas par la règle du cumul, ces produits sont soit :

- conservés chez le client. La livraison est différée jusqu'à ce que d'autres produits soient évacués du site de Saintines. Cela permet de s'assurer que la quantité de produit entrant du site ne permet pas à l'établissement d'avoir le statut du site en SEVESO seuil bas par la règle de cumul ;
- redirigés sur le site de FM LOGISTIC implanté sur la commune de Crépy-en-Valois.

Il ressort que l'état des stocks mis en place permet de s'assurer, à tout instant, que le statut SEVESO seuil bas n'est pas atteint.

L'exploitant respecte l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 mai 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose d'abroger l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Respect des actes antérieurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/05/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Respect des actes antérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative, la société FLAM'UP respecte les dispositions les dispositions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2013, • l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016, • l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, • ainsi que les arrêtés ministériels de prescriptions générales des installations soumises à déclarations mentionnées dans l'arrêté préfectoral complémentaires du 22 avril 2016 dès lors que ces installations ne sont pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2013 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2013, afin d'assurer la protection des intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. <p>L'exploitant réduit la quantité de produits stockés de manière à ce que la règle de cumul seuil bas pour les dangers physiques reste inférieure à 1. Il transmet à l'inspection des installations classées sous 1 mois un justificatif de non-classement SEVESO seuil bas.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'est plus SEVESO seuil bas par la règle des cumuls (dangers physiques).</p> <p>L'état de stock mentionné l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 06 mai 2025 montre que la règle de cumul appliquée aux produits stocks reste inférieure à 1.</p> <p>L'exploitant respecte l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 mai 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose d'abroger l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 mai 2025.

Les articles 1 et 2 étant respectés, l'inspection propose d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06 mai 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure